

Apport des caisses populaires informelles au développement socio-économique local : Évidence de l'espace Beni-Butembo (RDC)

Contribution of informal credit unions to local socio-economic development: Evidence from the Beni-Butembo area (DRC).

Auteur 1 : KASEREKA Sero-Man.

Auteur 2 : RAMAZANI Jean-Paul.

Auteur 2 : MATATA Patrick.

Auteur 2 : MUHINDO Jean-Louis.

Auteur 2 : ADUBANG'O Olivier.

Auteur 2 : NDUNGO Guershom.

KASEREKA MULIMAPOSO Sero-Man / Enseignant-Chercheur à l'Institut Supérieur Pédagogique d'Oicha/Département des Sciences Commerciales, Administratives et Informatiques de Gestion /RDC ;

RAMAZANI Bin SABITI RABISA Jean-Paul / Professeur Docteur et Enseignant-Chercheur à l'Université Catholique du Congo, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion /RDC ;

MATATA MAKALAMBA Patrick / Professeur Docteur et Enseignant-Chercheur à l'Université de Kisangani, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion /RDC ;

MUHINDO NGANGISA Jean-Louis /Doctorant à l'Université Catholique du Graben/RDC et Enseignant-Chercheur à l'ISP-OICHA/ Département des Sciences Commerciales, Administratives et Informatiques de Gestion /RDC ;

ADUBANG'O ANMAN Olivier /Diplômé d'Études Approfondies et Enseignant-Chercheur à l'Université de Bunia, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion/RDC ;

NDUNGO PANZI Guershom /Assistant de Recherche à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Beni, Domaine des Sciences Commerciales et Financières /RDC,

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : KASEREKA MULIMAPOSO .S M, RAMAZANI Bin SABITI RABISA .J P, MATATA MAKALAMBA .P, MUHINDO NGANGISA .J L, ADUBANG'O ANMAN .O & NDUNGO PANZI .G (2026) « Apport des caisses populaires informelles au développement socio-économique local : Évidence de l'espace Beni-Butembo (RDC) », African Scientific Journal « Volume 03, Num 35 » pp: 0944 – 0974.



DOI : 10.5281/zenodo.19474812

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

Dans la région de Beni-Butembo, marquée par une instabilité sécuritaire persistante et un faible accès aux services financiers formels, les caisses populaires informelles s'imposent comme des mécanismes vitaux de financement de proximité. Cela a favorisé l'émergence de caisses populaires informelles comme mécanismes de résilience économique. Cette étude analyse les facteurs qui déterminent le volume de financement mobilisé par ces structures pour soutenir les investissements et les cas sociaux. Elle vise à identifier et à analyser les déterminants de la performance financière de ces structures afin de comprendre leur contribution réelle au dynamisme socio-économique local.

La recherche s'appuie sur une approche quantitative. Des données ont été collectées auprès d'un échantillon de 90 caisses populaires informelles à travers des enquêtes de terrain. Le traitement des données a été réalisé à l'aide d'un modèle de régression linéaire par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO). Le modèle intègre des variables sociales (adhésion, durée de vie) et financières (cotisations, taux d'intérêt).

Les estimations montrent que le financement (Y) est principalement porté par le capital social, avec un impact marginal de l'adhésion communautaire très significatif ($\beta=0,830$), dépassant celui des cotisations financières ($\beta=0,796$). L'étude révèle une inélasticité du financement par rapport aux taux d'intérêt ($\beta=0,047$), confirmant la prédominance de la logique solidaire sur la logique de profit. Toutefois, un paradoxe d'inertie a été identifié : l'ancienneté des structures impacte négativement le volume de financement ($\beta=-0,964$), signalant un essoufflement organisationnel au fil du temps.

L'étude conclut que les caisses populaires informelles sont des leviers de résilience indispensables. Pour pérenniser leur apport, il est recommandé de digitaliser les flux via le Mobile Money pour parer aux risques sécuritaires et de renouveler les modes de gouvernance afin de briser l'inertie liée à la longévité des structures.

Mots-clés : Caisse populaire informelle, développement local, MCO, Capital social, Résilience.

Abstract

In the Beni-Butembo region, marked by persistent insecurity and limited access to formal financial services, informal credit unions have become vital local financing mechanisms. This has fostered the emergence of these informal credit unions as mechanisms for economic resilience. This study analyzes the factors that determine the volume of financing mobilized by these structures to support investments and social cases. It aims to identify and analyze the determinants of the financial performance of these structures in order to understand their actual contribution to local socio-economic development.

The research employs a quantitative approach. Data were collected from a sample of 90 informal credit unions through field surveys. Data processing was carried out using a linear regression model with the Ordinary Least Squares (OLS) method. The model incorporates social variables (membership, lifespan) and financial variables (contributions, interest rates).

Estimates show that financing (Y) is primarily driven by social capital, with a highly significant marginal impact from community membership ($\beta=0.830$), exceeding that of financial contributions ($\beta=0.796$). The study reveals an inelasticity of financing with respect to interest rates ($\beta=0.047$), confirming the predominance of a solidarity-based approach over a profit-driven one. However, a paradox of inertia was identified: the age of the structures negatively impacts the volume of financing ($\beta=-0.964$), indicating organizational decline over time.

The study concludes that informal credit unions are essential drivers of resilience. To ensure their continued contribution, it is recommended to digitize transactions via mobile money to mitigate security risks and to modernize governance models to overcome the inertia associated with the longevity of these structures.

Keywords: *Informal credit union, local development, MCO, social capital, resilience.*

Introduction

Le développement économique à l'échelle locale, tant dans les pays du Nord que du Sud, nécessite des ressources financières adaptées pour lutter contre le chômage et l'exclusion, ainsi que pour favoriser la création d'entreprises et d'emplois (Sarria et Ana, 2006). Dans ce contexte, les institutions bancaires jouent un rôle crucial. Cependant, le système bancaire officiel, que ce soit dans les pays développés ou en développement, est souvent critiqué pour son manque de souplesse. Sa recherche de rentabilité lui fait éviter de prêter aux plus défavorisés, qui ne disposent pas de garanties suffisantes. Pourtant, les petits projets, allant de l'auto-emploi aux petites et moyennes entreprises, représentent un levier essentiel pour le développement local (Hassan, 1998).

Notre thématique est axé sur *la contribution des caisses populaires informelles au développement socio-économique local dans l'espace de Beni-Butembo en RD Congo*.

L'accès au capital financier est essentiel pour le développement local en Afrique, car il est indispensable pour lancer et stabiliser les entreprises de l'économie sociale et solidaire (Doucet et Proulx, 2007). Toutefois, le système financier actuel exclut une grande part de la population, non seulement dans le Sud mais aussi dans les pays dits développés. Ce système, axé sur la maximisation du profit, écarte les entrepreneurs jugés non solvables et les initiatives socialement innovantes considérées comme trop risquées.

La région de Beni-Butembo, située dans le Nord-Kivu, se distingue comme un pôle économique dynamique, mais elle se heurte à des défis majeurs, notamment une instabilité sécuritaire persistante, des défaillances au niveau institutionnel, et un accès limité aux services bancaires formels. Dans ce contexte complexe, les caisses populaires informelles émergent comme des acteurs clés du développement local et de la résilience communautaire.

L'analyse du rôle et des stratégies déployées par ces caisses populaires informelles dans la région de Beni-Butembo doit être envisagée à travers le prisme de la résilience socio-économique. Et aussi leur capacité doit s'adapter aux différents chocs auxquels la communauté est confrontée, qu'ils soient d'ordre sécuritaire, institutionnel ou sanitaire. La contribution des CPI va bien au-delà du simple volume financier qu'elles mobilisent ; elle se manifeste également par un impact social significatif, favorisant l'inclusion de groupes souvent marginalisés.

Les caisses populaires informelles s'attachent principalement à rendre les services financiers accessibles aux populations qui sont traditionnellement exclues du secteur bancaire conventionnel. En offrant des solutions adaptées aux besoins spécifiques des membres de la communauté, elles permettent non seulement de surmonter les obstacles financiers Mais, elles renforcent également le tissu social en facilitant l'entraide et le soutien mutuel. Cette

accessibilité aux services financiers joue un rôle central dans la promotion de l'autonomie économique des membres et dans la dynamisation de l'économie locale. Cela permet le financement de projets de développement, la création d'emplois et l'amélioration des conditions de vie.

Ainsi, dans un environnement aussi instable, les caisses populaires informelles ne se contentent pas d'être des intermédiaires financiers. Elles deviennent des catalyseurs de résilience, favorisant l'émergence de solutions communautaires face aux crises et contribuant activement à la construction d'un avenir durable pour la région.

Les systèmes financiers non formels sont perçus comme des formes d'entraide innovantes, ouvrant la voie à un autre modèle de développement, distinct de la modernisation imposée par l'État (Kaparay, 2006). Effectivement, sans dépendre du crédit institutionnel, les populations marginalisées prennent en main leur destin en produisant des biens essentiels et en organisant des relations de solidarité, atteignant ainsi des objectifs de développement. Cela soulève des questions sur l'efficacité de ces caisses populaires en tant que financement du développement et leur émergence dans une économie de marché, ainsi que sur leur contribution à la lutte contre la pauvreté. C'est ainsi que dans ce travail, nous voulons savoir de quelle manière les caisses populaires informelles contribuent-elles au développement socio-économique de la région de Beni-Butembo.

Les caisses populaires informelles permettent d'intégrer des populations souvent exclus par le système financier formel. Elles offrent des services financiers accessibles, tels que des méthodes d'épargne souples et des prêts adaptés aux besoins de leurs membres. Elles permettent également à des personnes sans accès aux opérations financières formelles de participer pleinement à l'économie. Cette inclusion sociale aide à réduire les inégalités et favorise une plus grande équité au sein de la communauté. En créant un espace où les membres se rassemblent pour discuter de leurs besoins financiers et sociaux, les caisses populaires renforcent les liens communautaires. Ces relations solides entre les membres sont essentielles pour le bien-être social, car elles soutiennent les membres des caisses dans les moments difficiles et favorisent un lien d'appartenance.

En outre, ces caisses favorisent l'inclusion financière en stimulant également l'activité économique locale. Elles accordent des prêts pour financer des investissements productifs, créant ainsi des emplois et soutenant la croissance des petites entreprises informelles. Elles contribuent à réduire la pauvreté, permettant aux membres de diversifier leurs sources de revenus, d'investir dans l'éducation et la santé, et de faire face aux chocs économiques imprévus.

Cet article a donc pour objectif d'examiner la contribution des caisses au développement socio-économique de Beni-Butembo, à travers leurs impacts sur les conditions de vie sociales et sur les activités économiques génératrices de revenus.

En somme, cette recherche se distingue par son originalité en ce qu'elle explore un objet encore peu étudié, à savoir les caisses populaires informelles (CPI), dans un contexte spécifique marqué par les réalités socio-économiques de l'espace Beni-Butembo en République démocratique du Congo. Elle adopte une approche à la fois empirique et économétrique, permettant d'apporter des preuves concrètes de leur contribution au développement local. Par ailleurs, elle intègre de manière holistique les dimensions économiques, sociales ainsi que les mécanismes de résilience, offrant ainsi une compréhension approfondie et nuancée du rôle de ces institutions informelles dans un environnement fragile.

Cet article s'articule autour de trois grands points : la contribution économique et financière, la contribution sociale et humaine, et l'analyse des stratégies des CPI pour le renforcement de la résilience.

1. Contribution Économique et financière des caisses populaires informelles

La contribution des caisses populaires informelles (CPI) constitue un élément essentiel pour l'économie de la région de Beni-Butembo. Ces structures jouent un rôle crucial face à la forte sous-bancarisation et à un environnement économique instable, agissant comme une banque de proximité pour une majorité de la population.

L'accès au capital financier est un facteur clé pour le développement local, indispensable au lancement et à la consolidation d'entreprises d'économie sociale et solidaire (Doucet et Proulx, 2013). Toutefois, le système financier actuel, orienté principalement vers le profit, tend souvent à discréditer des plans d'investissement jugés non rentables ou des projets sociaux innovants considérés comme trop risqués. Ce phénomène entraîne l'exclusion d'une grande partie de la population, tant dans les pays en développement que dans les sociétés développées du Nord.

Les caisses populaires informelles s'avèrent donc indispensables pour soutenir l'économie locale. Elles mobilisent des ressources financières, facilitent le financement des activités économiques et gèrent les risques financiers du quotidien.

1.1. Financement du secteur informel et des microentreprises

À Beni-Butembo, une part significative de la population, exclue du système financier formel, recourt à des mécanismes de financement endogènes et solidaires. Les CPI ne se contentent pas d'être des dispositifs d'épargne ; elles constituent de véritables moteurs de financement pour le secteur informel. Ce paragraphe examine les activités concrètes et les investissements possibles grâce aux fonds mobilisés par ces structures.

Les ressources collectées par les CPI sont principalement allouées au lancement et à de micro-activités génératrices de revenus. Ces fonds permettent également de faire face aux divers chocs économiques et aux crises familiales, en offrant des solutions adaptées aux besoins immédiats des membres.

En somme, les caisses populaires informelles se révèlent être des instruments flexibles et réactifs, favorisant ainsi la dynamique économique locale. Elles renforcent la cohésion sociale en permettant aux individus de participer activement à leurs économies respectives. Le tableau ci-dessous fournit une analyse utile pour illustrer comment les fonds sont prioritairement affectés, contribuant ainsi à la résilience économique des communautés dans la région.

Tableau N°1 : Activités économiques financées par les CPI

Activités	Effectif	%
Petit commerce	129	46,1
Artisanat	97	34,6
Agriculture	31	11,1
Petit élevage (bétail)	23	8,2
Total	280	100,0

Source : Nos enquêtes sur terrain

Cette répartition illustre que les caisses populaires informelles priorisent des activités génératrices de revenus immédiats et accessibles, renforçant ainsi la résilience économique des ménages de Beni-Butembo face à l'insécurité et à l'absence de services formels. Les données révèlent que ces caisses informelles représentent une source primordiale de capital de démarrage et d'investissement pour les micro-entrepreneurs. Comme le souligne De Sardan (1999), ces fonds sont cruciaux pour la pérennité et l'expansion du secteur informel, véritable pilier de l'économie locale.

Ces caisses gèrent des fonds communs, générant des crédits rémunérés dont les intérêts sont réinvestis, permettant ainsi une accumulation de capital au sein des groupes pour des projets plus substantiels. Leur capacité à s'adapter aux réalités locales garantit un financement continu. Les conditions de remboursement des crédits sont généralement négociables et ajustées en fonction des cycles économiques et des événements imprévisibles tels que l'insécurité. Cette flexibilité minimise le risque de défaut et aide les entrepreneurs à maintenir leurs activités même en période difficile (Ndarabu, 2021).

Dans un environnement à Beni-Butembo caractérisé par des risques élevés (insécurité, maladies, instabilité économique), les caisses populaires informelles services de filet de sécurité collectif. Elles sont conçues pour faire face aux dépenses imprévues et essentielles, constituant des fonds d'entraide pour des urgences médicales, des frais de scolarité élevés, ou les dépenses

funéraires, souvent très lourdes. Cette fonction d'assurance mutuelle est primordiale en l'absence de systèmes de sécurité sociale étatiques.

1.2. Mobilisation de l'épargne locale

La mobilisation de l'épargne au niveau local a constitué un levier essentiel pour l'émergence du Mouvement, grâce à des caisses qui collectent des fonds auprès d'un large éventail d'épargnants tout en finançant des prêts à leurs membres. Cependant, ce rôle crucial est désormais confronté à des défis, notamment la nécessité d'adapter ces structures aux exigences du marché financier et aux nouvelles pratiques de gestion (Julia Posca, 2019).

Les caisses populaires informelles jouent un rôle déterminant dans la mobilisation de l'épargne locale, transformant des ressources éparpillées et souvent improductives en un capital d'investissement essentiel pour l'économie de base à Beni-Butembo. Elles structurent l'épargne de manière à la rendre accessible, sécurisée et productive, profitant ainsi à l'ensemble de la communauté.

Contrairement aux institutions financières formelles qui imposent souvent des seuils de dépôt minimum élevés, les caisses acceptent des contributions minimales, parfois aussi faibles que quelques centimes ou un petit montant quotidien. Cette approche permet aux petits commerçants et aux travailleurs du secteur informel, dont les revenus sont journaliers, d'accéder à l'épargne. Les caisses ajustent la fréquence et le montant des cotisations en fonction des cycles économiques locaux. Les caisses populaires établissent des règles claires sur les dates et le montant des contributions. Même si elles restent informelles, ces régulations créent une structure de responsabilité qui permet d'assurer un flux d'épargne stable et prévisible.

Dans un environnement où les institutions formelles de contrôle sont limitées, les caisses reposent sur la force des liens sociaux pour maintenir la discipline. La participation au sein des caisses populaires se fait en petits groupes où les membres entretiennent des relations proches. La pression collective agit comme un puissant levier d'engagement, permettant à chacun de se surveiller mutuellement ; tout retard dans une contribution est vite remarqué.

Les réunions régulières, qu'elles soient hebdomadaires ou mensuelles, sont essentielles pour maintenir l'engagement des membres. La fréquence rapprochée des dépôts s'aligne souvent sur la perception des revenus, empêchant les petites sommes de servir à des dépenses immédiates. Ainsi, la discipline épargne repose non seulement sur des contraintes légales, mais également sur des considérations sociales et morales, transformant l'engagement à épargner en une pratique régulière et collectivement soutenue.

Les caisses agissent en tant que mécanismes d'entraide, se déclenchant en réponse à des crises personnelles, économiques ou sécuritaires, et jouant le rôle d'un filet de sécurité vital. Elles

intègrent fréquemment une fonction de solidarité, où les membres cotisent de manière régulière ou ponctuelle à un fonds d'urgence. Cet argent est rapidement disponible pour couvrir des frais médicaux imprévus ou des dépenses funéraires, qui pourraient autrement entraîner un endettement catastrophique pour les familles.

Face à l'incertitude des revenus, certaines caisses garantissent le paiement des frais de scolarité des enfants en cas de crise familiale, comme la maladie du chef de ménage ou la perte d'un commerce. En fournissant un accès rapide à des crédits ou à des fonds d'entraide, elles permettent aux familles de maintenir un niveau de consommation stable, même en cas de perte de revenus due à l'insécurité ou aux aléas climatiques. En période de besoin urgent de liquidités, les membres peuvent éviter de recourir à des prêteurs informels à taux usuraires. Les caisses proposent ainsi des solutions de financement plus abordables et rapides, protégeant les ménages contre le cercle vicieux de l'endettement.

Selon Ndarabu (2021), les CPI agissent comme des convertisseurs de liquidités, transformant l'épargne passive en fonds d'investissement actifs qui peuvent rapidement être réinjectés dans l'économie locale. Ce processus est crucial car il permet à l'économie de base de se financer et de se développer sans recourir aux institutions financières formelles.

Ces caisses agrègent les petites sommes épargnées par de multiples membres. Individuellement, ces montants peuvent paraître insignifiants. Mais collectivement, ils constituent un capital substantiel (Ouattara, 2021) capable de financer des investissements de plus grande envergure. Une fois agrégé, ce capital est rapidement converti en microcrédit, garantissant que l'épargne n'est pas conservée à long terme, mais plutôt mise à profit dans des activités génératrices de revenus locaux (commerce, agriculture, artisanat).

La rapidité de cette conversion permet aux entrepreneurs de saisir des opportunités commerciales ponctuelles ou d'acquérir des stocks importants, stimulant ainsi la dynamique du marché local (Kizito et Ndarabu, 2020). Les caisses populaires informelles (CPI) prêtent le capital agrégé à des taux d'intérêt internes modérés, oscillant entre 2 et 3 %. Ces intérêts restent dans la communauté, contribuant au fonds commun, et garantissant ainsi l'accroissement progressive du capital disponible pour de futurs investissements des membres.

Au sein des caisses, les coûts de transaction, définis comme les dépenses en temps, en argent et en efforts pour réaliser un échange ou une opération financière, sont minimisés grâce à leur structure et leur fondation sur la confiance (De Sardan, 1990). Elles éliminent les barrières financières et administratives que les systèmes bancaires formels imposent.

La réduction des coûts de transaction à Beni-Butembo repose sur plusieurs facteurs adaptés au contexte local. Tout d'abord, les mécanismes de mutuelle d'entraide communautaires diminuent

les frais d'opérations financières en réduisant les intermédiaires et en s'appuyant sur un cercle restreint de membres unis par la confiance. La proximité géographique des membres contribue également à réduire les coûts logistiques de déplacement.

Enfin, la flexibilité des modalités de prêt et de remboursement contribue à réduire les coûts sociaux et financiers associés aux transactions en évitant des exigences coûteuses en matière de garanties ou des procédures formelles lourdes. Ces approches locales engendrent une réduction tangible des coûts de transaction, favorisant l'accessibilité et la viabilité des caisses dans un contexte économique marqué par des contraintes structurelles importantes.

Les caisses sont gérées par les membres eux-mêmes sur une base volontaire, ce qui élimine la nécessité de payer des frais de tenue de compte, des frais de dossier. Les frais de retrait/dépôt, généralement imposés par les banques et certaines institutions de microfinance formelles. Ainsi, l'argent épargné est entièrement dédié au service des membres ou de la communauté.

Même si des intérêts sont appliqués, ceux-ci sont généralement inférieurs à ceux des prêteurs usuriers souvent appelés « banques Lambert » ou à ceux des institutions financières formelles. De plus, ces intérêts restent au sein du groupe, contribuant à l'augmentation du capital d'investissement collectif.

Les caisses populaires de la région n'imposent pas de solde minimum élevé pour accéder aux services, permettant aux membres de cotiser de très petites sommes sans pénalité. La réduction de ces coûts directs rend l'accès au crédit et à l'épargne économiquement viable pour les populations aux revenus précaires, maximisant ainsi le montant disponible pour des investissements productifs (North, Douglass, 2021).

En fait, le principal rôle des caisses populaires informelles à Beni-Butembo dans la réduction des coûts financiers transactionnels réside dans l'élimination de la majorité des charges bancaires et administratives qui rendent le secteur formel inaccessibles. Cette stratégie est essentielle pour l'inclusion financière des populations à faible revenu.

Les caisses populaires informelles tirent parti de la connaissance intime de leurs membres pour remplacer les processus coûteux des institutions financières formelles. Celles-ci exigent des garanties tangibles (telles que des titres de propriété) et des antécédents de crédit complexes, dont la vérification implique des coûts importants. En revanche, les associations d'entraide s'appuient sur la réputation et le capital social des membres comme seules garanties (Putnam, Robert, 2012). Cette connaissance mutuelle permet d'évaluer la solvabilité morale et l'engagement d'un membre sans avoir recours à des enquêtes financières onéreuses.

Dans un petit groupe où la proximité est la norme, l'asymétrie d'information est clairement réduite (Musongora et al., 2018). Chaque membre connaît les activités, les revenus et les défis

des autres. Cette information « gratuite » permet de prendre des décisions de prêt rapides et éclairées, diminuant considérablement les risques de sélection adverse (prêter à des individus peu fiables).

Le suivi de l'utilisation des fonds et le respect des engagements sont assurés par les membres eux-mêmes, illustrant ce que Stiglitz appelle le contrôle social. Si un membre utilise mal les fonds ou présente des signes de difficulté, le groupe en est rapidement informé et peut intervenir (par le biais de conseils ou de médiation) avant que le non-remboursement ne survienne. Cela élimine le besoin d'engager du personnel pour le suivi et la gestion des recouvrements.

L'absence de contrats juridiques complexes et de formalités administratives réduit également les coûts liés à la documentation et à l'archivage. Un simple registre, tenu de manière transparente lors des réunions, est suffisant. La réduction des coûts (temps et efforts nécessaires pour évaluer et surveiller) rend les services de crédit et d'épargne immédiats, pertinents et viables pour l'économie informelle de Beni-Butembo.

1.3. Modélisation de la contribution des caisses populaires informelles au développement local de la région de Beni-Butembo

La modélisation de la contribution des caisses populaires informelles au développement local dans la région de Beni-Butembo consiste à utiliser des outils statistiques et économétriques. Et cela pour quantifier et analyser comment ces caisses influencent différents aspects du développement socio-économique local. Cette modélisation repose sur :

L'identification des variables sont le financement des investissements et des cas sociaux en une période donnée, les cotisations mensuelles y compris le report à nouveau, les intérêts perçus (taux d'intérêt appliqués par les CPI), l'adhésion des membres et la durée de la caisse. Ces variables représentent des facteurs liés à la performance financière et sociale des caisses populaires informelles dans l'espace de Beni-Butembo.

L'établissement de relations quantitatives à travers le modèle économétrique estimé par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO), permettant de mesurer l'impact et le poids relatif de chaque variable sur le développement local. L'analyse des coefficients dans ce modèle pour comprendre de quelle manière les variables indépendantes influencent la dynamique économique locale via les caisses populaires informelles.

La prise en compte du contexte spécifique de Beni-Butembo, caractérisé par un fort secteur informel, des contraintes sécuritaires et économiques, et une forte résilience sur des mécanismes financiers alternatifs comme les CPI.

La modélisation apporte ainsi une vision rigoureuse et chiffrée sur le rôle des caisses populaires informelles, montrant qu'elles contribuent significativement à la mobilisation de l'épargne, au

financement de micro-activités, au renforcement des liens communautaires et en fin de compte, à la dynamisation du développement local dans un environnement complexe.

L'équation ci-dessous représente le modèle économétrique qui cherche à expliquer le financement à l'investissement et aux cas sociaux (variable Y) assuré par les caisses populaires informelles. En effet, la variable Y (le financement à l'investissement et aux cas sociaux) représente l'objectif ultime des caisses : transformer l'épargne en survie et en croissance locale. Le modèle économétrique estimé par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) est formulé :

$$Y_i = 17,25 + 0,83 \text{Adhésion}_i + 0,796 \text{Cotisation}_i + 0,047 \text{Intéret}_i - 0,96 \text{Durée caisse}_i + \varepsilon_i$$

Ce modèle est estimé sur un échantillon de 90 observations ou CPI, ce qui est statistiquement acceptable pour une estimation MCO avec quatre variables explicatives. Le rapport entre le nombre d'observations et le nombre de régresseurs (variables explicatives) limite les risques de sur-paramétrisation. Les résultats indiquent : $F(4,85) > 99999$; $\text{Prob} > F = 0.0000$.

Le test de Fisher rejette l'hypothèse nulle selon laquelle tous les coefficients seraient simultanément nuls. Cela signifie que le modèle est globalement significatif au seuil de 1 %, confirmant l'existence d'une relation statistiquement robuste entre la participation aux caisses populaires informelles et le niveau d'investissements et de prise en charge sociale des membres. Comme pouvoir explicatif du modèle, les coefficients de détermination sont exceptionnellement élevés : $R^2 = 0.9999$; $R^2 \text{ ajusté} = 0.9999$. Ces valeurs indiquent que 99,99 % de la variabilité de Y est expliquée par les variables incluses dans le modèle. Sur le plan empirique, cela suggère que les mécanismes financiers internes aux caisses populaires constituent un déterminant central du développement local observé.

L'objectif est donc de mesurer dans quelle mesure ces quatre facteurs expliquent la capacité des caisses à financer des investissements économiques et des besoins sociaux.

Interprétation détaillée des coefficients du modèle

- a. La Constante (intercept) : 17,25

La constante représente la valeur théorique de Y lorsque toutes les variables explicatives sont nulles. Dans votre contexte, cela peut être interprété comme un niveau de financement de base "autonome" qui existe indépendamment des flux de l'année (fonds de roulement initial ou réserves).

b. Analyse des coefficients (les pentes)

Chaque coefficient indique l'impact d'une augmentation d'une unité de la variable X sur Y, toutes choses restant égales par ailleurs.

- Adhésion (0,83) : C'est le coefficient le plus fort. Une nouvelle adhésion augmente Y de 0,83. Cela confirme que le capital social (la confiance et l'élargissement du réseau) est le moteur principal de la mobilisation des fonds.
- Cotisation (0,796) : Très proche de l'adhésion, ce coefficient montre l'importance de l'effort d'épargne. Chaque unité supplémentaire cotisée contribue à hauteur de 0,79 au financement global.
- Intérêt (0,047) : L'impact est positif mais très faible. Cela suggère que le coût du crédit (le taux d'intérêt) n'est pas le levier qui booste le financement, renforçant l'idée d'un système basé sur la solidarité plutôt que sur le profit.
- Durée de la caisse (-0,96) : C'est le point de surprise du modèle. Ce coefficient est négatif et faiblement significatif au seuil de 10 %. Ce résultat montre que, toutes choses égales par ailleurs, les membres anciens pourraient : diversifier leurs sources de financement hors caisse, réduire leur dépendance aux mécanismes collectifs, ou encore faire face à une saturation des opportunités locales.

Bien que l'on puisse s'attendre à ce que l'ancienneté soit un gage de stabilité. Ce résultat souligne les réalités spécifiques de l'économie de Beni-Butembo. Dans un environnement instable, la durée est un facteur de risque. Plus la caisse informelle s'inscrit dans le temps long, plus elle est exposée à un choc exogène (attaque, déplacement forcé d'un membre débiteur.). Les membres préfèrent les structures à cycle court qui permettent de récupérer rapidement leur capital. Une durée élevée augmente la probabilité de perte sèche, ce qui pèse négativement sur le rendement du modèle.

c. Le terme d'erreur (ϵ_i)

Le symbole ϵ_i représente les résidus. Ce sont tous les autres facteurs qui influencent le financement mais qui ne sont pas inclus dans votre modèle (comme le niveau de sécurité du quartier, la qualité de la gestion du président de la caisse, etc.).

Le modèle démontre donc une hiérarchie claire dans les déterminants de la performance des caisses populaires à Beni-Butembo :

- Le social d'abord : l'adhésion est le premier moteur (0,83).
- La finance ensuite : la cotisation suit de très près (0,79).
- L'usure du temps : l'ancienneté semble réduire la dynamique de financement (-0,96).

2. Contribution sociale et humanitaire des caisses populaires informelles

La contribution sociale et humanitaire des caisses populaires informelles dans la région de Beni-Butembo est vitale. Car elles servent de filet de sécurité sociale et d'assurance mutuelle de proximité, palliant l'absence quasi-totale des services publics et l'instabilité chronique liée aux conflits. Les CPI agissent comme un filet de sécurité sociale et un mécanisme d'assurance mutuelle vital pour les membres de Beni-Butembo, palliant l'absence de régimes de protection sociale étatiques ou formels. Leur rôle est d'assurer la survie et la stabilité des ménages face aux chocs imprévus.

Cette réalité se traduit par la figure subséquente :

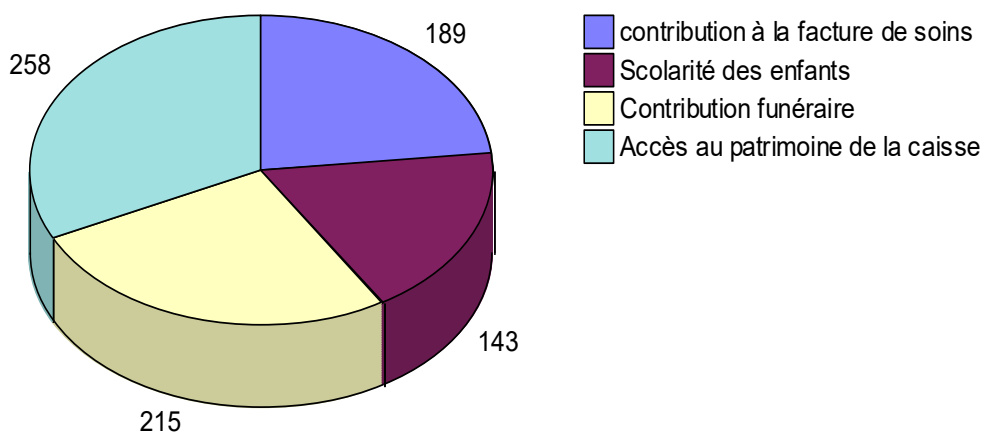


Figure 1 : Répartition de la contribution des caisses populaires informelles par domaine de soutien

Le diagramme montre que les caisses populaires informelles de Beni-Butembo jouent un rôle social et humanitaire important, mais que cet effort se concentre surtout sur l'accès au patrimoine de la caisse et la prise en charge de certains risques familiaux (santé, scolarité, funéraires).

- Accès au patrimoine de la caisse : 258 répondants, c'est le premier motif de contribution sociale ; les membres utilisent surtout la caisse comme ressource collective à laquelle on peut accéder en cas de besoin (crédit de solidarité, aide exceptionnelle, etc.).
- Contribution funéraire : 215 répondants ; les caisses assurent un rôle d'assurance-obsèques, réduisant le choc financier lié aux décès et renforçant la solidarité communautaire.
- Contribution à la facture de soins : 189 répondants ; cela montre que les caisses servent de mécanisme d'entraide sanitaire, proche d'une petite mutuelle communautaire, pour faire face aux dépenses médicales imprévues.

- Scolarité des enfants : 143 répondants ; une part non négligeable des ressources collectives est orientée vers l'éducation des enfants, ce qui indique que les caisses contribuent aussi au capital humain des ménages membres, même si ce motif arrive en dernier parmi les quatre.

2.1. Les caisses populaires informelles comme filet de sécurité sociale et assurance mutuelle

Les caisses populaires de Beni-Butembo permettent à leurs membres de transformer les épargnes et cotisations en une protection collective contre les imprévus qui peuvent menacer la stabilité des ménages. En République Démocratique du Congo, les risques de maladie et les coûts de santé associés sont parmi les principales causes d'appauvrissement. Pour y faire face, de nombreuses caisses populaires informelles incluent un volet de mutuelle de solidarité, où les membres contribuent régulièrement à un fonds distinct des opérations de microcrédit et d'épargne. Ce fonds est spécifiquement consacré à la couverture des frais médicaux imprévus et d'hospitalisation. En offrant une aide financière immédiate pour les soins, ces caisses empêchent les familles de devoir vendre des actifs productifs (comme des terres ou des stocks) ou de recourir à des prêts usuraires. Ainsi, elles stabilisent la situation financière des ménages face aux aléas de la santé.

a. Gestion des risques sanitaires et sociaux

Ces caisses sont conçues pour répondre aux réalités culturelles et sociales, où les dépenses cérémonielles, bien que nécessaires, peuvent s'avérer écrasantes. Les frais funéraires, par exemple, sont culturellement obligatoires et peuvent constituer un lourd fardeau financier. Les caisses populaires informelles offrent un accès rapide à une aide financière pour couvrir ces dépenses, réduisant ainsi le stress financier des familles endeuillées et préservant leur capital productif. Certaines caisses mettent en place des mécanismes d'entraide pour garantir le paiement des frais scolaires des enfants en cas de décès, maladie grave du chef de ménage ou perte soudaine de revenus, protégeant ainsi le capital humain et assurant la continuité éducative en période de crise.

L'efficacité de cette assurance mutuelle repose sur des mécanismes sociaux. L'entraide est fondée sur la promesse de soutien mutuel, incitant les membres à être disciplinés dans leurs cotisations, sachant que le filet de sécurité sera disponible en cas de besoin. La gestion des fonds d'assurance est laissée à des membres élus de confiance, et les comptes sont souvent transparents lors des réunions, assurant que les fonds sont utilisés conformément aux nécessités.

b. Protection contre l'usure

Les caisses populaires informelles de Beni-Butembo protègent leurs membres contre l'usure en leur offrant une alternative de financement immédiate et abordable, soutenue par la confiance communautaire et la flexibilité de leurs opérations. Pour lutter contre les prêts à taux abusifs, ces caisses mettent en place des stratégies visant à réduire le besoin, les coûts et les risques liés à l'emprunt. L'un des principaux facteurs de l'usure est la nécessité urgente de financement. Les caisses populaires éliminent cette rareté en permettant aux membres d'accéder à des fonds. Les associations d'entraide fixent des taux d'intérêt modérés, transparents et accessibles, qui ne cherchent pas à exploiter, mais à favoriser la croissance du fonds commun. L'accès aux fonds est quasi-instantané, souvent le jour même de la décision du groupe, ce qui est crucial dans des situations d'urgence (maladie, opportunité commerciale) qui poussent fréquemment les ménages vers des créanciers usuriers.

Contrairement aux usuriers, qui exigent des garanties matérielles risquant d'être définitivement perdues en cas de défaut, les caisses populaires se basent sur la confiance et la réputation des membres comme seule caution. En cas de non-remboursement, la sanction implique l'exclusion sociale et la perte d'accès futur aux fonds, et non la saisie de biens vitaux. De plus, les membres sont soumis à un contrôle par leurs pairs. Si un membre rencontre des difficultés, le groupe peut intervenir en proposant des reports d'échéance ou une médiation, une flexibilité que n'offrent jamais les prêteurs usuriers.

La fonction d'assurance mutuelle intégrée aux caisses populaires informelles agit comme un rempart contre l'endettement. Elles mobilisent des fonds spécifiques (mutuelles de solidarité) pour faire face aux dépenses d'urgence (maladie, funérailles), éliminant ainsi l'une des principales raisons d'emprunt usuraire, qui est le besoin urgent de liquidités.

c. Les caisses populaires informelles comme aide d'urgence immédiate

Dans la région de Beni-Butembo, les caisses populaires informelles jouent un rôle vital en tant qu'aide d'urgence immédiate, grâce à leur ancrage communautaire et leur flexibilité qui leur permettent de répondre rapidement aux chocs (insécurité, maladies, catastrophes), bien plus efficacement que les institutions formelles ou l'aide humanitaire externe.

Cette réactivité est rendue possible par leur structure même. Contrairement aux grandes ONG ou à l'État, qui suivent des protocoles parfois lents, les caisses populaires sont gérées par les membres eux-mêmes. La décision d'activer un fonds d'urgence ou d'accorder une aide est prise immédiatement par le groupe ou ses leaders, en tenant compte de la connaissance directe des besoins.

De nombreuses caisses intègrent des mutuelles de solidarité ou des fonds d'urgence, distincts de l'épargne et du crédit, mobilisables rapidement pour des besoins vitaux tels que les soins de santé urgents, les funérailles ou l'assistance aux membres déplacés à la suite d'attaques armées. L'aide est accordée sans formalités exorbitantes, reposant uniquement sur la confiance et le contrôle social, ce qui garantit que l'assistance parvienne dans les heures suivant le choc.

En cas de crise majeure, l'association peut temporairement adapter ses fonctions. La caisse populaire peut suspendre les prêts et concentrer toutes ses ressources sur l'aide humanitaire et l'assistance alimentaire pour les membres affectés. Ainsi, les caisses populaires informelles se révèlent souvent être les premières à apporter un soutien financier ou matériel aux familles touchées, assurant une survie immédiate dans un contexte où le délai d'attente pour l'aide formelle peut s'avérer fatal.

2.2. Les CPI en tant qu'instruments de cohésion communautaire et de capital

Les caisses populaires informelles ne se limitent pas à être des outils financiers dans la région de Beni-Butembo ; selon Meda (2002), elles constituent un puissant levier de cohésion communautaire et de capital social. En renforçant et en reconstruisant les liens sociaux, la confiance mutuelle et les normes de réciprocité, elles jouent un rôle essentiel pour la résilience collective dans un environnement conflictuel et instable.

a. Renforcement du capital social

Le capital social, tel que défini par Robert D. Putnam, fait référence aux réseaux de relations et aux normes de confiance favorisant la coopération. Les caisses populaires informelles fonctionnent sur ce principe. Dans un contexte de méfiance envers les institutions officielles, elles recentrent la confiance sur les relations proches (famille, voisins, collègues, communautés religieuses). Chaque transaction réussie (remboursement de prêts, distribution d'aides) renforce cette confiance mutuelle. La nécessité de cette confiance pour le succès financier du groupe établit des normes de réciprocité et de responsabilité. Gadrey (2004) souligne que le risque d'exclusion du système (sanction sociale) favorise l'honnêteté et le respect des engagements, consolidant ainsi le tissu social.

Les caisses populaires informelles rassemblent souvent des individus partageant des caractéristiques communes (même métier, ethnie ou affiliation religieuse), renforçant ainsi les liens intracommunautaires. Les besoins économiques communs (microcrédit, épargne) poussent parfois ces caisses à intégrer des membres d'origines diverses mais ayant des intérêts économiques communs. L'adoption d'une règle neutre axée sur l'efficacité financière crée des ponts entre des groupes traditionnellement séparés.

b. Instruments de cohésion communautaire

Les caisses populaires informelles transcendent la sphère financière pour devenir des plateformes d'intégration sociale. Les réunions régulières de ces caisses (souvent hebdomadaires ou mensuelles) servent de forums sociaux (Capron, 2007). Les membres y échangent des informations essentielles concernant la sécurité, le marché ou les événements locaux. Les leaders (présidents, trésoriers, secrétaires) agissent souvent comme médiateurs informels pour résoudre les différends, qu'ils soient financiers ou personnels. Maintenir l'harmonie est crucial pour la survie de la caisse, ce qui favorise une culture de la paix et du compromis.

L'inclusion de fonds de solidarité mutuelle au sein des caisses populaires institutionnalise l'entraide comme une norme, comme l'indique Charreaux. En contribuant au bien-être des membres vulnérables (maladie, funérailles), ces caisses renforcent le sentiment d'appartenance et de responsabilité collective. En outre, elles sont souvent plus inclusives que les institutions formelles, accueillant des personnes telles que les veuves, les déplacés ou ceux à faible statut social, leur offrant un espace de participation active et reconnaissance.

c. Instruments d'inclusion dans les réseaux

Les caisses populaires informelles jouent un rôle clé dans l'inclusion et le développement des réseaux dans la région de Beni-Butembo. Elles représentent un moyen d'intégrer ceux qui sont exclus du système financier formel tout en construisant des réseaux sociaux et économiques essentiels.

Ces caisses sont les principales structures d'inclusion pour les populations marginalisées. Elles ciblent et accueillent ceux qui sont souvent ignorés par le système bancaire formel. Par exemple, les femmes, qui manquent souvent de garanties formelles, trouvent dans les caisses populaires une voie d'accès privilégiée au crédit et à l'épargne. Les travailleurs du secteur informel (petits commerçants, artisans) et les agriculteurs, dont les revenus sont irréguliers, peuvent participer grâce à la flexibilité des cotisations.

Les personnes déplacées ou réfugiées, ayant perdu leurs réseaux de soutien et leurs documents, sont souvent réintégrées grâce à la proximité et la confiance offertes par les caisses populaires. L'inclusion est facilitée par l'absence de frais d'accès élevés et de lourdeurs administratives, contrairement aux banques. Ces caisses ne demandent que la confiance comme capital de départ, rendant la participation accessible à tous.

En tant qu'incubateurs de réseaux sociaux et économiques, les caisses populaires sont essentielles pour la résilience. Elles commencent souvent par regrouper des personnes partageant des affinités naturelles (voisins, collègues, membres d'une même église ou ethnie).

Selon Clement et Gardin (1999), elles structurent et renforcent ces réseaux sociaux en créant un soutien moral et informationnel crucial. Pour maximiser les opportunités, certaines caisses intègrent des membres avec des profils variés, comme un agriculteur, un petit commerçant et un artisan. Capron et Quariel-Lanoizelee (1992) soulignent que ces réseaux favorisent des liens économiques intersectoriels facilitant l'échange d'informations sur les prix et les accès à de nouveaux marchés.

Dans une région instable comme Beni-Butembo, les réunions régulières servent aussi de plateformes pour échanger des informations sur la sécurité et les risques sanitaires, faisant de ces réseaux des canaux d'alerte rapide vitaux.

3. Analyse des stratégies des caisses populaires informelles pour renforcer la résilience

Les caisses populaires informelles de Beni-Butembo ont mis en place des stratégies de résilience sophistiquées pour survivre, prospérer et continuer à soutenir leurs membres, malgré l'insécurité chronique, l'instabilité économique et la défaillance des institutions. Ces stratégies se concentrent principalement sur la flexibilité, l'ancrage social et la mutualisation des risques.

3.1. Flexibilité opérationnelle et accessibilité des caisses populaires informelles

Les caisses populaires informelles de Beni-Butembo adoptent des stratégies d'adaptation opérationnelle centrées sur la flexibilité de leurs règles, de leurs fonctions et de leur logistique. Cette flexibilité leur permet d'assurer la continuité de leurs services financiers et sociaux, même en période d'instabilité sécuritaire et économique.

1°. Flexibilité des règles et des produits

L'absence de lourdeur administrative formelle permet aux caisses populaires informelles d'adapter leurs règlements en fonction des réalités socio-économiques de leurs membres. Elles travaillent souvent avec des règlements simples, souvent oraux, qui peuvent être ajustés collectivement en cas de besoin. Contrairement aux banques formelles, les règles appliquées sont négociables et non rigides, favorisant l'inclusion et réduisant le risque d'absence.

Elles utilisent des règlements internes simples, généralement oraux ou consignés dans des cahiers rudimentaires, et ces règles peuvent être modifiées par consensus. La fréquence et le montant des cotisations sont souvent ajustés pour correspondre aux revenus irréguliers des membres (par exemple, des versements quotidiens pour les petits commerçants, ou mensuels pour les salariés).

En cas de chocs imprévus (maladie, déplacements dus à l'insécurité), les membres peuvent négocier un report d'échéance ou une réduction temporaire des cotisations, sans subir de pénalités sévères. Cette souplesse permet de conserver les membres en difficulté. Plutôt que

d'être exclus (comme dans le système bancaire formel), les membres peuvent temporairement ajuster leur participation et revenir lorsque leur situation s'améliore.

De plus, les caisses populaires combinent et adaptent leurs services pour maximiser leur utilité. Les associations d'entraide ne se limitent généralement pas à un seul service ; elles mélangent épargne obligatoire, microcrédit et assurance mutuelle dans une seule structure.

Cette organisation permet à un membre d'épargner pour un investissement tout en cotisant à un fonds social qui le couvrira en cas de besoin. En cas de crise majeure, le groupe peut choisir de convertir une partie des fonds de crédit en aide d'urgence pour les membres touchés. Cette flexibilité garantit que le capital social du groupe est utilisé de la manière la plus bénéfique pour la survie de ses membres, renforçant ainsi la légitimité et la résilience de la caisse populaire.

La flexibilité des règles et des produits est donc essentielle à la résilience et au succès des caisses populaires informelles de Beni-Butembo, leur permet de s'adapter aux réalités socio-économiques et aux défis rencontrés par leurs membres.

2°. Facilité d'entrée et de sortie dans les caisses populaires informelles

Les caisses populaires informelles maintiennent de faibles barrières à l'entrée (pas de garanties formelles) et des procédures de sortie simples, ce qui permet aux populations très mobiles (tels que les déplacés ou les commerçants) de s'intégrer rapidement ou de se retirer en cas de nécessité, sans lourdes pénalités.

La simplicité des conditions d'adhésion assure l'inclusion financière des personnes marginalisées. Ces caisses n'exigent ni titres de propriété, ni preuves de revenus réguliers, ni documents d'identité souvent difficiles ou coûteux à obtenir. La seule garantie requise est la confiance et la bonne réputation au sein de la communauté. L'approbation repose sur la connaissance mutuelle et le contrôle social, et les frais d'adhésion sont généralement symboliques ou très bas. Le montant de la première cotisation est souvent minime, rendant l'entrée accessible même aux individus à très faibles revenus, sans nécessiter de lourdes formalités administratives.

La possibilité de quitter le groupe sans contraintes majeures est cruciale pour la résilience des membres face à l'incertitude. Dans un contexte d'insécurité chronique et de déplacements, la facilité de sortie permet aux membres de récupérer rapidement leur épargne sans frais de rupture. Cela est essentiel pour les commerçants ou les personnes déplacées qui doivent mobiliser leurs actifs rapidement. Les caisses populaires appliquent rarement les pénalités ou frais de rupture des contrats que l'on trouve dans le secteur formel, la principale conséquence étant la perte d'accès futur aux fonds et de la réputation.

Cette facilité d'entrée et de sortie constitue une stratégie opérationnelle clé qui garantit la haute accessibilité et l'adaptabilité des caisses populaires informelles de Beni-Butembo, contrastant fortement avec la rigidité des institutions financières formelles.

3°. Flexibilité logistique et sécuritaire des caisses populaires informelles

La flexibilité logistique et sécuritaire est vitale pour la survie des caisses populaires informelles à Beni-Butembo, leur permettant de poursuivre leurs opérations malgré l'insécurité, les conflits armés et le manque d'infrastructures formelles.

Cette flexibilité découle de leur ancrage local dans la région. Elle assure leur fonctionnement même en l'absence d'infrastructures formelles et face aux menaces sécuritaires, en s'appuyant sur leur immersion dans la communauté. L'ancrage local procure aux caisses un fonctionnement souple dans un environnement instable. Elles n'ont pas de locaux fixes ni de coûts élevés d'entretien. Les réunions se déroulent dans des espaces informels et adaptables : sous un arbre, chez un membre, dans une église ou sur un marché. Cette absence de coûts fixes permet un modèle financier viable pour de petites structures et élimine les risques liés à une perte d'infrastructures en cas de conflit. Les leaders peuvent modifier rapidement le lieu et l'heure des rencontres en fonction des alertes sécuritaires ou des conditions météorologiques, garantissant ainsi la continuité des transactions et, surtout, la sécurité des membres et des fonds. Cet ancrage local réduit également les déplacements pour les membres, surtout ceux vivant dans des zones non desservies par les banques, permettant un meilleur investissement de leur temps dans des activités productives.

Face aux dangers comme les vols et la méfiance envers le secteur bancaire, les caisses populaires ont développé des méthodes adaptées pour la gestion des fonds. Contrairement à l'épargne individuelle, à risque élevé de vol, elles pratiquent la thésaurisation collective. Dans les zones périurbaines et rurales, les fonds ne sont généralement pas déposés dans des institutions financières formelles, mais gardés par la communauté, souvent dans un coffre scellé par plusieurs cadenas, chacun d'eux étant détenu par des membres élus (président, trésorier, un membre de confiance). Cela empêche un accès unilatéral et garantit une sécurité interne. En milieu urbain, le trésorier, souvent le membre le plus fiable, dépose les épargnes à son nom, protégeant ainsi les fonds du vol. À chaque réunion, il doit rendre compte du solde à la fois en caisse et en banque, mutualisant le risque de perte ou de vol au sein du groupe, ce qui est moins dévastateur qu'une perte personnelle.

La sécurité physique des membres et des transactions est indispensable pour la continuité opérationnelle. L'ancrage local évite aux membres de transporter de grosses sommes d'argent sur de longues distances pour accéder à des institutions financières. Les transactions se font

localement, réduisant le risque de braquages. La capacité de changer le lieu et l'heure des réunions en cas de danger représente une protection immédiate pour les membres. Les rencontres peuvent être suspendues sans délai si un risque est détecté. De plus, les réseaux de confiance dans les caisses servent d'alertes rapides, permettant aux membres d'échanger des informations sur des mouvements suspects ou sur des risques imminents, rendant possibles une action préventive rapide. La gestion sécuritaire des risques physiques est une priorité pour les caisses populaires informelles de Beni-Butembo, compte tenu de l'instabilité chronique de la région. Ce sont là les stratégies ingénieuses mises en œuvre par les dirigeants pour protéger à la fois leurs fonds et leurs membres.

3.2. Diversification des fonctions et résilience des caisses populaires informelles

La diversification des fonctions constitue une stratégie clé pour la résilience des caisses populaires informelles dans la région de Beni-Butembo. Elle leur permet de rester pertinentes et opérationnelles face aux chocs économiques ou sécuritaires, en évitant de n'être qu'un simple outil financier. Cette capacité à intégrer et à passer rapidement d'une activité à l'autre assure la survie de leurs membres et la solidité du groupe.

1°. La fonction d'intégration économique et social (modèle multi-fonction)

Le modèle "multi-fonction" des caisses populaires informelles dans la région de Beni-Butembo désigne leur stratégie d'intégration de services économiques, financiers et sociaux au sein d'une même structure. Cette diversification est cruciale pour leur résilience et leur rôle central dans la vie communautaire, car elle maximise leur utilité et leur pertinence pour les membres. Le modèle multi-fonction repose sur l'imbrication délibérée de trois rôles principaux : fonction économique et financière (base), fonction sociale et d'assurance (filet de sécurité) et fonction de cohésion et de réseaux.

- Fonction économique et financière (base) : c'est la raison d'être première d'une caisse populaire informelle, visant la croissance économique des membres. Elle collecte les épargnes de très petites sommes pour former un capital d'investissement agrégé. Après, elle procède à la conversion rapide du capital en prêts pour financer les activités génératrices de revenus des membres (petit commerce, agriculture, artisanat). Enfin, les intérêts perçus augmentent le capital commun, assurant la croissance économique du groupe.
- Fonction sociale et d'assurance (filet de sécurité) : c'est le pilier de la stabilité et du soutien mutuel face aux chocs imprévus. Elle procède à la création d'un fonds d'urgence pour faire face aux risques sociaux (maladie, funérailles, frais de scolarité). Ce fonds a comme rôle d'agir comme un filet de sécurité sociale immédiat, empêchant

l'endettement usuraire ou la perte d'actifs productifs lors de crises familiales. Ce soutien financier pour l'éducation ou la santé, garantissant la continuité des dépenses sociales essentielles malgré les chocs.

- Fonction de cohésion et de réseaux : c'est le ciment qui garantit l'honnêteté et la pérennité du groupe. Les réunions régulières servent de forum pour l'échange d'informations sur la sécurité, le marché ou les alertes sanitaires. La cohésion du groupe garantit le respect des règles et la discipline d'épargne (faible taux de défaut). Les caisses populaires informelles agissent souvent comme un lieu de résolution des conflits interpersonnels ou financiers entre les membres, renforçant la paix sociale interne.

L'intégration de ces fonctions a comme avantage d'augmenter la valeur perçue de l'adhésion et de la capacité du groupe à survivre. La caisse populaire informelle reste pertinente même si l'une des fonctions est compromise. Si l'insécurité bloque le commerce (diminuant l'activité de crédit), la fonction de solidarité (aide d'urgence) maintient l'engagement et la cohésion du groupe. Les membres sont plus fidèles car la caisse répond à un large éventail de besoins vitaux (argent, santé, sécurité). L'imbrication des fonctions permet aux caisses populaires informelles de s'adapter et de se réorienter rapidement en cas de choc, passant d'un rôle d'investissement à un rôle d'aide humanitaire immédiate.

2°. Mécanisme de la conversion rapide des fonds dans les caisses populaires informelles

Ce mécanisme est rendu possible par l'absence de lourdeur administrative et la gouvernance communautaire des caisses populaires informelles. Contrairement aux banques ou aux organisations formelles qui nécessitent de longues procédures pour changer l'affectation des fonds, la décision de conversion est prise par un consensus immédiat des membres ou des leaders de la caisse populaire informelle (président, trésorier et secrétaire) lors des réunions. La connaissance directe de l'urgence par le groupe permet d'éviter la bureaucratie. En cas de choc majeur, le groupe peut décider de puiser non seulement dans le fonds de solidarité habituel, mais aussi dans le capital destiné aux prêts qui n'est pas encore engagé. Les fonds sont distribués directement aux membres sinistrés (sous forme d'aide alimentaire, de frais de transport ou de soins de santé) sans intermédiaire, garantissant que l'aide arrive au bénéficiaire dans les heures qui suivent la décision.

La capacité de convertir rapidement les fonds à deux impacts majeurs sur la résilience des caisses populaires informelles. Ces structures deviennent souvent les premiers répondants aux crises locales. Cette rapidité est vitale, car le délai d'attente pour l'aide externe peut être fatal dans le contexte de la région de Beni-Butembo. Le fait que la caisse populaire informelle soit capable de garantir la survie immédiate de ses membres renforce la loyauté et la confiance au

sein du groupe, assurant sa pérennité même après la crise. La conversion rapide des fonds est une stratégie clé des caisses populaires informelles de la région de Beni-Butembo, assurant leur résilience et leur fonction d'aide d'urgence. Elle consiste à réorienter immédiatement le capital d'une fonction économique (microcrédit) vers une fonction sociale ou humanitaire (solidarité) lorsque le besoin se présente.

3°. Résilience face aux chocs économiques et financiers

Les caisses populaires informelles garantissent la survie économique des ménages en stabilisant leurs finances et en protégeant leur capital. En fournissant un accès rapide au microcrédit ou aux fonds d'urgence, les associations d'entraide communautaire permettent aux familles de maintenir un niveau de consommation de base stable même après une perte de revenu (crise du marché, déplacement). Cela empêche l'endettement usuraire ou la vente d'actifs productifs (terres, outils) pour survivre, préservant ainsi le patrimoine familial.

En éliminant les frais de transaction bancaires et les exigences de garanties, les caisses populaires informelles réduisent le coût des crises. Elles offrent une alternative abordable au système formel, garantissant que l'accès aux liquidités n'aggrave pas la vulnérabilité du ménage. La thésaurisation collective et la gestion locale des fonds protègent l'épargne contre l'instabilité monétaire et les risques de vol physique, assurant une base financière minimale pour la reconstruction après un choc.

L'impact des caisses populaires informelles va au-delà des finances pour reconstruire le tissu social et la capacité d'action collective. La diversification des fonctions (mutuelle de solidarité) agit comme une assurance vitale, couvrant les risques sociaux (maladie, funérailles) qui sont souvent les plus dévastateurs. Cette mutualisation du risque évite l'effondrement social du ménage. Le contrôle social et la réciprocité imposés par le modèle garantissent la discipline financière et, surtout, renforcent la confiance mutuelle et la solidarité. Dans un contexte de méfiance généralisée (due au conflit et à la défaillance de l'État), cette confiance communautaire est le capital social qui soutient toute initiative de reconstruction.

Pour analyser la contribution socio-économique des caisses populaires informelles dans la région de Beni-Butembo, cette étude s'est référée aussi à la théorie de l'encastrement introduite par Karl Polanyi (1983) et redéfinie par Mark Granovetter (1985). Selon Polanyi, dans les sociétés traditionnelles ou informelles, l'économie est "encastrée" dans les institutions sociales, religieuses ou politiques. Dans la région de Beni-Butembo, une association d'entraide communautaire n'est pas qu'un simple compte épargne. On y adhère parce qu'on appartient à la même paroisse, famille, le voisinage et la communauté ou au même clan ethnique. L'objectif de la caisse n'est pas seulement le profit (intérêt), mais la réciprocité et la solidarité face aux

chocs (deuils, pillages, maladies). Mark Granovetter a montré que les relations personnelles et les réseaux sont ce qui génère la confiance et décourage la malhonnêteté. Dans une caisse populaire informelle, si un membre ne rembourse pas, il ne risque pas seulement une poursuite judiciaire (souvent inefficace dans notre zone d'étude), mais une mort sociale. Il perd sa réputation, ce qui lui bloque toute possibilité de commerce futur dans la région. L'encastrement transforme la connaissance mutuelle en une garantie financière. C'est ce qu'on appelle la garantie morale. Dans l'espace Beni-Butembo, on n'emprunte pas à une caisse, on emprunte à ses frères. L'efficacité économique est ici une émanation de la cohésion sociale.

La recherche portant sur l'apport des CPI au développement socio-économique local dans l'espace Beni-Butembo s'inscrit dans une dynamique d'enrichissement des théories en économie du développement et en finance. Elle met en évidence que la finance informelle ne constitue pas seulement une alternative aux institutions formelles, mais un véritable système autonome de financement local, capable de mobiliser l'épargne et de soutenir l'investissement, confirmant ainsi les analyses de Lelart (2005) et Servet (2006) sur le rôle structurant des pratiques financières informelles.

Par ailleurs, cette étude souligne l'importance du capital social dans le fonctionnement des CPI, notamment à travers la confiance, les réseaux et la solidarité, rejoignant les travaux de Granovetter (1985) et Putnam (2000) sur l'encastrement des relations économiques dans les structures sociales. Elle met également en lumière le rôle des initiatives locales dans le développement territorial, en cohérence avec les approches du développement endogène défendues par Gouttebel (2001).

En outre, la recherche contribue à la compréhension de la résilience économique en contexte de crise, en montrant que les institutions informelles jouent un rôle d'amortisseur face aux chocs, ce qui s'aligne avec les analyses de Woolcock (2018) sur le lien entre capital social et développement en Afrique. Enfin, l'intégration d'une approche économétrique permet d'apporter une validation empirique aux relations entre finance informelle et développement, comblant ainsi les lacunes relevées dans la littérature, notamment par Beck et al. (2018) sur l'inclusion financière en Afrique subsaharienne.

La relation entre la théorie de l'imitation (Rémy & Robert-Demontrond, 2014) et la pression des pairs (Stiglitz, 1981) est ce qui rend les caisses populaires de Beni-Butembo si robustes. Si l'imitation favorise l'adhésion, la pression des pairs garantit la discipline financière sans avoir recours à la police ou aux tribunaux. L'efficacité des caisses populaires informelles de Beni-Butembo repose sur un cercle vertueux : l'imitation stimule l'inclusion financière des nouveaux acteurs, tandis que la pression des pairs assure la pérennité du système en minimisant les risques

de défaut. Ces mécanismes sociologiques compensent l'absence de garanties bancaires classiques et expliquent la forte corrélation observée entre l'activité de ces caisses et le développement local. La théorie de la pression des pairs est le moteur invisible qui assure la survie et l'efficacité des caisses populaires informelles. Dans un environnement comme celui de Beni-Butembo, où le système judiciaire est souvent lent ou inopérant pour les petits litiges, c'est la communauté qui fait office de régulateur.

Cette recherche met donc en évidence une relecture approfondie du rôle de la finance informelle en la positionnant comme un véritable levier de développement. Elle souligne également l'importance du capital social en tant que mécanisme économique central, tout en consolidant l'approche endogène du développement local fondée sur les dynamiques internes des communautés. Par ailleurs, elle intègre la dimension de résilience dans un contexte marqué par des crises récurrentes et, enfin, elle apporte une validation empirique et économétrique qui vient renforcer et enrichir les cadres théoriques existants.

Conclusion

Les caisses populaires informelles jouent un rôle essentiel dans le développement local de Beni-Butembo en mobilisant l'épargne locale et en facilitant l'accès au crédit pour des groupes souvent exclus des systèmes financiers formels. Elles soutiennent directement les activités économiques fondamentales, telles que l'agriculture, le commerce informel et l'artisanat, contribuant ainsi à l'emploi et aux revenus des ménages. En s'appuyant sur des principes communautaires de solidarité, de confiance et de réciprocité, elles renforcent également la cohésion sociale.

De même, les caisses populaires informelles contribuent au développement local de Beni-Butembo en jouant un rôle de premier plan dans la mobilisation de l'épargne locale et la facilitation de l'accès au crédit pour des populations souvent exclues des systèmes formels.

Le modèle estimé se présente comme suit :

$$Y_i = 17,25 + 0,83 \text{Adhésion}_i + 0,796 \text{Cotisation}_i + 0,047 \text{Intérêt}_i - 0,96 \text{Durée caisse}_i + \varepsilon_i$$

L'adhésion et la cotisation sont les véritables moteurs de la croissance à Beni-Butembo, tandis que l'ancienneté des caisses en freine l'élan. Pour assurer un développement durable, ces structures doivent impérativement concilier la force de la pression sociale avec une flexibilité organisationnelle capable d'éviter l'inertie.

Le résultat le plus saillant est la domination de la variable Adhésion ($\beta=0,8305$) sur celle des Cotisations ($\beta=0,796$). Ce constat valide empiriquement la Théorie du Capital Social de Putnam. Dans un environnement marqué par l'instabilité et la méfiance envers les institutions étatiques, l'acte d'adhérer est perçu comme un engagement moral supérieur à l'apport monétaire. C'est le réseau de confiance qui génère la capacité de financement. À Beni-Butembo, la « solvabilité sociale » d'un membre (sa réputation, son appartenance communautaire) est plus prédictive de sa capacité à mobiliser des fonds que son épargne nette.

Le coefficient négatif de la Durée de la caisse ($\beta=-0,964$) constitue une découverte majeure de cette étude. Contrairement aux banques formelles où l'ancienneté est un gage de solidité, les caisses informelles de la région semblent subir une inertie structurelle. Avec le temps, la ferveur initiale et la pression sociale (*peer monitoring*) s'émoussent. Ce déclin peut s'expliquer par une routine de gestion ou une incapacité à renouveler les mécanismes de solidarité face à l'évolution des crises sécuritaires. Les structures plus jeunes, plus agiles et nées au cœur de la crise actuelle, affichent un dynamisme supérieur.

Le faible coefficient de l'Intérêt ($\beta=0,047$) confirme que ces caisses ne fonctionnent pas selon une logique de maximisation de profit. Dans l'espace Beni-Butembo, le taux d'intérêt n'est pas

l'incitation principale à l'épargne ou à l'investissement. Cela corrobore la théorie de la finance solidaire. Les membres gestionnaires ne cherchent pas un rendement financier élevé, mais plutôt un « filet de sécurité » et un accès rapide à la liquidité. Le crédit est ici un outil de survie et de développement de proximité, et non un produit spéculatif.

Ces caisses opèrent à travers divers canaux de développement, notamment l'épargne collective et des prêts flexibles. Elles dynamisent l'économie locale en finançant des microprojets qui valorisent les ressources territoriales. Ensemble, ces mécanismes créent un écosystème de développement basé sur la mobilisation interne des ressources, la solidarité sociale et l'amélioration des conditions économiques des membres, tout en s'adaptant aux réalités et défis spécifiques de Beni-Butembo.

Annexes

Tableau1 : Estimation du modèle

. regress y Adhésion cotisation interet Duréedelacaisse

Source	SS	df	MS	Number of obs	=	90
Model	357609856	4	89402464	F(4, 85)	>	99999.00
Residual	33245.2925	85	391.121088	Prob > F	=	0.0000
				R-squared	=	0.9999
				Adj R-squared	=	0.9999
Total	357643101	89	4018461.81	Root MSE	=	19.777

y	Coefficient	Std. err.	t	P> t	[95% conf. interval]
Adhésion	.8305125	.0090337	91.93	0.000	.8125511 .848474
cotisation	.796845	.0024136	330.14	0.000	.7920461 .801644
interet	.0473354	.0180666	2.62	0.010	.0114142 .0832566
Duréedelacaisse	-.9649117	.5486159	-1.76	0.082	-2.055707 .1258836
_cons	17.24998	8.634552	2.00	0.049	.0821742 34.41778

Tableau2 : Test de multi colinéarité

. vif

Variable	VIF	1/VIF
cotisation	5.60	0.178627
Adhésion	4.32	0.231614
interet	3.45	0.290156
Duréedelac~e	1.02	0.978200
Mean VIF	3.60	

Tableau3 : Test d'hétéroscédasticité

. estat hettest

Breusch-Pagan/Cook-Weisberg test for heteroskedasticity
 Assumption: Normal error terms
 Variable: Fitted values of y

H0: Constant variance

chi2(1) = **79.56**
 Prob > chi2 = **0.0000**

Tableau4 : Test de normalité des résidus

. swilk resid

Shapiro-Wilk W test for normal data

Variable	Obs	W	V	z	Prob>z
resid	90	0.77569	16.966	6.244	0.00000

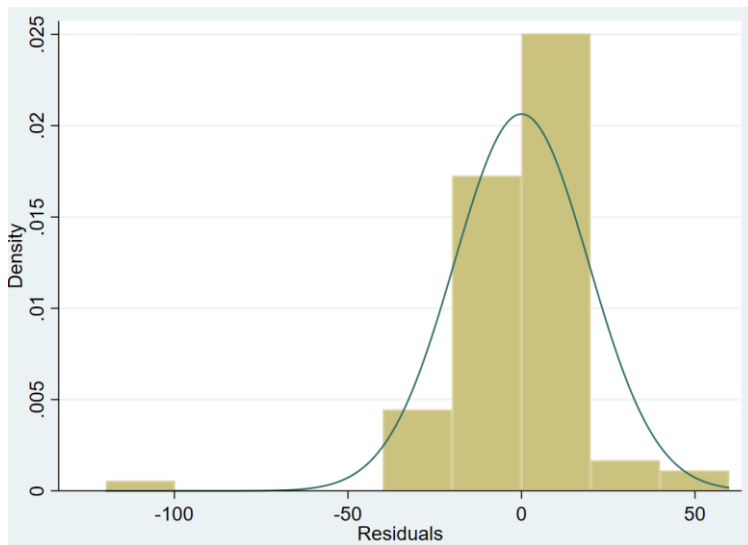


Tableau5 : test de spécification du modèle

. ovtest

Ramsey RESET test for omitted variables
 Omitted: Powers of fitted values of y

H0: Model has no omitted variables

F(3, 83) = **7.85**
 Prob > F = **0.0001**

Tableau6 : Test de linéarité du modèle

. linktest

Source	SS	df	MS	Number of obs	=	90
Model	357610488	2	178805244	F(2, 87)	>	99999.00
Residual	32613.3189	87	374.865734	Prob > F	=	0.0000
				R-squared	=	0.9999
				Adj R-squared	=	0.9999
Total	357643101	89	4018461.81	Root MSE	=	19.361

y	Coefficient	Std. err.	t	P> t	[95% conf. interval]	
_hat	.9943392	.0044781	222.04	0.000	.9854385	1.00324
_hatsq	5.45e-07	4.20e-07	1.30	0.198	-2.89e-07	1.38e-06
_cons	12.14413	10.56021	1.15	0.253	-8.845429	33.13369

Références bibliographiques

- BECK, T., et al. (2018). Financial inclusion, regulation and education in Sub-Saharan Africa.
- CAPRON, M. et QUAIREL-LANOIZELEE, F. (2007). *La responsabilité sociale d'entreprise*. Paris : La Découverte, coll. « Repères », 128 p.
- CLEMENT H. et GARDIN L., (1999) *L'entreprise sociale*, notes de l'Institut Karl Polanyi
- DE SARDAN, JEAN-PIERRE OLIVIER. (1999) "Le développement' comme analyseur de la construction sociale des savoirs : tontines, associations et développement local". *Revue Tiers Monde*, Vol 40, N°157, pp163-176.
- DOUCET, C. et Proulx, N. (2013), *La finance communautaire et solidaire en Afrique de l'Ouest*, éditions Presses de l'Université du Québec, Amazone France
- GADREY JEAN (2004), *L'utilité sociale des organisations de l'économie sociale et solidaire*, CLERSE-IFRESI, Université de Lille 1
- GOUTTEBEL, J.-Y. (2001). *Stratégies de développement territorial*. Economica.
- GRANOVETTER, M. (1985). Economic action and social structure: The problem of embeddedness. *American Journal of Sociology*.
- HASSAN, Z. (1998), *La socio économie des Territoires*, éditions l'Harmattan, Paris
- JULIA POSCA (2019), *Desjardins: Vers la bancarisation du Mouvement des caisses populaires ?* IRIS, Montréal (Québec)
- KAKULE KAPARAY (2006), C., *Finance populaire et développement durable en Afrique au Sud du Sahara. Application à la région Nord-Est de la RDC*, Thèse de doctorat, SPED, Louvain-la-Neuve
- KIZITO, B., & NDARABU, S. (2020), « L'entrepreneuriat des femmes à Butembo : Rôle des associations villageoises d'épargne et de crédit », in *Parcours et Initiatives : Revue interdisciplinaire du Graben (PIRIG)*, N° 2
- MEDA D. (2002). « Le capital social : un point de vue critique », in *Alternatives économiques /L'Économie politique*, n° 14, pp36-47
- MICHEL LELART (2005). *De la finance informelle à la microfinance*. Paris : Éditions des Archives contemporaines / AUF.
- MUSONGORA SYASAKA, E. (2018), « L'encastrement des activités économiques dans les associations religieuses », *Monde en développement*, n° 182

- NDARABU, K. B. (2021), « Analyse des pratiques de développement économique de la ville de Butembo », *In Parcours et Initiatives : Revue interdisciplinaire du Graben (PIRIG)*, n° 6, p36
- NORTH, DOUGLASS C. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press
- OLIVIER DE SARDAN, JEAN-PIERRE (1995). *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Karthala, Paris
- POLANYI, K. (1983). *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*. Gallimard.
- PUTNAM, ROBERT D. (2000), *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. New York: Simon & Schuster
- RÉMY, E., & ROBERT-Demontrond, P. (2014). *Regards croisés sur la consommation (Tome 1)*. EMS Éditions.
- SARRIA, I., Ana, M. et TIRIBA, L. (2006), *Économie populaire. Dictionnaire de l'autre économie*, éditions Gallimard, Paris, pp259-268.
- SERVET, J.-M. (2006). *Finance, économie et société*. Karthala.
- STIGLITZ, J. (2003), *La grande désillusion*, éd. LGF, Livre de poche, Paris
- STIGLITZ, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit rationing in markets with imperfect information. *American Economic Review*, 71(3), 393–410.
- WOOLCOCK, M., et al. (2018). Social capital and economic development in Sub-Saharan Africa.